

TEXTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE

COMMISSION: Conseil des secrétaires d'État des ministres de la Défense et des Armées:

PROBLÉMATIQUE: Comment l'UE peut-elle assurer un usage éthique du numérique?

PAYS: Portugal

Le gouvernement actuel du Portugal est dirigé par le premier ministre Antonio Costa. Nous sommes un membre actif de l'ONU et participons à de nombreux organismes et comités de l'organisation. Le ministère de La Défense nationale portugaise est chargé de préparer et d'exécuter la politique de défense nationale, ainsi que d'assurer et de superviser l'administration des forces armées portugaises. Comme tous les pays, le Portugal fait face à la cybercriminalité: à des menaces constantes de cyber attaques , de piratage et de vol d'informations sensibles. Ces attaques ne cessent d'augmenter et même si les autorités portugaises ont mis en place des mesures pour lutter contre la cybercriminalité et prévenir les attaques, la menace persiste. Les technologies évoluent rapidement et sont de plus en plus complexes. Cela engendrent des vulnérabilités inattendues que les autorités portugaises doivent être prêtes à gérer.

En ce qui concerne la problématique de l'usage éthique du numérique, le Portugal a rejoint l'initiative européenne pour une défense armé éthique, qui vise à garantir que les divers usages du numérique soient développés et utilisés dans un cadre éthique.

Le Portugal a également soutenu la proposition de règlement de l'UE sur la protection de la vie privée en ligne, connue sous le nom de Règlement général sur la protection des données (RGPD). Le RGPD a été adopté en 2016 et est entré en vigueur en mai 2018. Il vise à protéger les droits des citoyens de l'UE en matière de vie privée et à garantir que les entreprises respectent les normes de confidentialité des données. Le Portugal a été un soutien actif du RGPD et a contribué à son élaboration.

En termes de solutions concrètes, le Portugal a également lancé plusieurs initiatives pour promouvoir l'éducation numérique. Par exemple, l'initiative « Portugal INCode.2030 » a pour objectif de former un million de citoyens portugais aux compétences numériques d'ici 2030. Le Portugal a également créé un réseau national de centres de compétences numériques pour aider les citoyens à acquérir des compétences numériques et à se familiariser avec les technologies numériques.

L'UE pourrait renforcer cette réglementation en mettant en place des mécanismes plus rigoureux pour garantir la conformité des entreprises et les sanctions en cas de violations.

Encourager la collaboration entre les gouvernements, les entreprises et les citoyens : L'UE pourrait encourager la collaboration entre les gouvernements, les entreprises et les citoyens pour développer des solutions éthiques pour l'utilisation des technologies numériques. Par exemple, l'UE pourrait soutenir des initiatives qui favorisent la participation des citoyens dans la prise de décisions en matière de technologie.

L'UE œuvre sur différents fronts pour promouvoir la cyber résilience, combattre la cybercriminalité et stimuler la cyberdiplomatie ainsi que la cyberdéfense. Les cyberattaques et la cybercriminalité causent des problèmes de plus en plus nombreux et revêtent des formes de plus en plus sophistiquées dans toute l'Europe. Cette tendance devrait se poursuivre à l'avenir, étant donné que 41 milliards d'appareils dans le monde devraient être connectés à l'internet des objets d'ici à 2025.

Une réponse plus ferme en matière de cybersécurité, afin de mettre en place un cyberspace ouvert et sécurisé, peut accroître la confiance des citoyens dans les outils et services numériques.

De plus, l'intelligence artificielle est un outil qui peut avoir des conséquences très différentes. C'est pourquoi le Portugal propose à l'UE d'élaborer des directives et des normes claires pour l'utilisation éthique de l'intelligence artificielle dans la défense des États. Par exemple, l'utilisation de

l'Intelligence Artificielle pour des activités de surveillance doit être bien encadrée pour éviter toute violation des droits de l'homme.

Mais aussi la lutte contre la désinformation doit être plus rigoureuse et efficace : le Portugal a trouvé des solutions pour lutter contre les campagnes de désinformation menées en ligne. En effet, ces campagnes peuvent avoir des conséquences majeures sur les processus démocratiques et le bien-être de la société. Le Portugal propose que cette lutte soit collective, elle exige la collaboration de tous les acteurs, y compris les gouvernements , les plateformes de médias sociaux, les organisations de vérification des faits, les annonceurs, les créateurs de contenu et les consommateurs.